

Actualité de l'Agence France Trésor page 1	Actualité économique page 2	Données générales sur la dette page 3	Marché secondaire page 5	Dettes négociables de l'État page 6	Économie française et comparaisons internationales page 8
--	---------------------------------------	---	------------------------------------	---	---

L'Agence France Trésor a pour mission de gérer la dette et la trésorerie de l'État au mieux des intérêts du contribuable et dans les meilleures conditions de sécurité.

Actualité de l'Agence France Trésor

La satisfaction des investisseurs sur le fonctionnement du marché français de la dette d'État reste très élevée

L'appréciation qu'ont les investisseurs du marché des valeurs du Trésor français reste excellente. C'est ce qui ressort de la quatorzième enquête en ligne auprès des clients des spécialistes en valeurs du Trésor (SVT) réalisée par IEM Finance du 15 septembre 2016 au 19 octobre 2016. Cette enquête annuelle porte sur la qualité de la relation commerciale et des services apportés par les SVT à leurs clients, ainsi que sur le fonctionnement du marché de la dette française. En 2016, 260 investisseurs ont répondu au questionnaire, représentant la plupart des grands gestionnaires d'actifs, assureurs et institutions publiques, actifs sur la dette française.

La satisfaction sur le fonctionnement du marché français de la dette d'État reste très élevée : 92,9 % des investisseurs se déclarent « très satisfaits » ou « satisfaits ». La liquidité des titres émis par l'État français continue d'être très appréciée : sur les OAT, quasiment tous les investisseurs expriment leur satisfaction (93 % de « très satisfaits » ou « satisfaits », à comparer à 93,6 % en 2015).

Les investisseurs approuvent toujours à une très large majorité la flexibilité de l'AFT dans le choix des titres à émettre, avec la réouverture d'anciennes lignes aux adjudications (« off-the-run ») avec 91,4 % de « très satisfaits » ou « plutôt satisfaits », contre 94,7 % en 2015. Ce léger retrait intervient dans un environnement de marché particulièrement favorable à la création de nouveaux benchmarks prévus dans le programme de financement de l'État français. En effet, l'AFT a syndiqué le 13 avril l'OAT 1,25 % 25 Mai 2036 et l'OAT 1,75 % 25 Mai 2066 pour un total de 9 milliards d'euros et le 28 septembre l'OAT€i 0,10 % 25 juillet 2047 pour 4 milliards d'euros. D'ailleurs, la satisfaction des investisseurs sur le segment des titres indexés sur l'inflation a progressé : 64 % des investisseurs se déclarent « très satisfaits » ou « satisfaits » en 2016 contre 58 % en 2015. À noter, qu'un tiers des interrogés ne se sont pas prononcés sur ce segment.

S'agissant de la transparence, et au-delà de l'information diffusée par l'AFT, une majorité d'investisseurs se sont dits « satisfaits » de l'information qu'ils reçoivent des institutions publiques françaises en matière de politique économique et de finances publiques. La proportion d'investisseurs satisfaits a encore progressé pour atteindre 91,3 % en 2016 contre 85,4 % en 2015 et 82,7 % en 2014.

Un classement sur le marché des valeurs du Trésor français relativement stable en 2016

Sur le marché des valeurs du Trésor français, le classement des cinq SVT le plus fréquemment cités par les investisseurs ayant répondu au sondage comme étant leur principal partenaire est le suivant :

2016	2015
1 – BNP Paribas	1 – BNP Paribas
2 – Société Générale	2 – Société Générale
3 – Crédit Agricole CIB	3 – Barclays
4 ex-aequo – Barclays et JP Morgan	4 – Natixis
	5 – HSBC

Ce classement annuel se caractérise par une certaine stabilité en tête de peloton et des changements dans la deuxième partie du podium. Il met en lumière un marché compétitif, ainsi que la capacité collective de réponse des SVT aux besoins des investisseurs. Comme chaque année, ces derniers se sont prononcés sur l'importance attachée à la qualité des différents services offerts par les SVT (*pricing*, qualité de l'information, du conseil et de la couverture, importance de la recherche, la qualité du post-marché (*back/middle office*)).

Le cours des actions bancaires entraîne avec lui les points morts d'inflation

Frédéric Prêtet, Stratégiste taux , Scotiabank



Ces derniers mois, les performances du marché européen des obligations souveraines indexées sur l'inflation (linkers) semblent avoir davantage suivi les variations du cours des actions bancaires que celles, par exemple, des cours du pétrole ou des taux de change avec lesquels elles sont d'habitude corrélées. Ainsi, en parallèle de la hausse d'environ 6 % du cours des actions des banques européennes, portée par les résultats de l'élection américaine du fait de la perception d'un éloignement de la menace d'un durcissement de la régulation mondiale du secteur bancaire, les swaps d'inflation 5y5y (anticipations d'inflation à cinq ans dans cinq ans) - qui servent généralement de référence pour évaluer les perspectives d'inflation à moyen terme - sont passés de 1,45 % à 1,55 %, atteignant ainsi leur plus haut niveau depuis le mois de janvier.

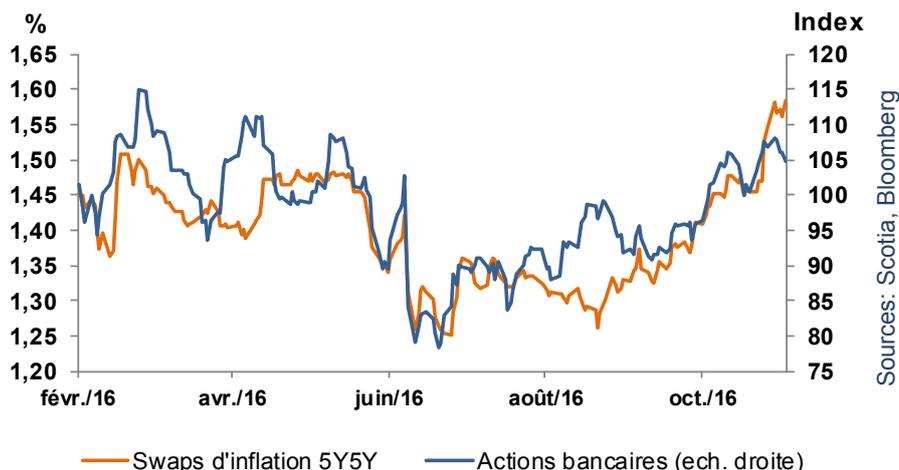
Cette hausse significative des anticipations d'inflation peut sembler étonnante au vu de la tendance de l'inflation sous-jacente (hors prix de l'alimentation et de l'énergie) dans la zone euro : celle-ci s'est révélée décevante ces dernières années, stagnant dans la fourchette 0,8 %-1,0 % en glissement annuel en dépit du fait que la reprise de la croissance dans la zone euro entre actuellement dans sa quatrième année. Cette situation a déjà contraint la BCE à repousser plusieurs fois la date attendue d'un retour à l'objectif d'inflation, c'est-à-dire un taux inférieur à, mais proche de 2 %.

On peut penser qu'une partie de la faiblesse actuelle pourrait être conjoncturelle et liée au bas niveau qu'avait

récemment atteint le cours du pétrole et à son incidence sur des composantes comme les prix des services de transport ou les prix des biens non durables. Le cours du pétrole ayant amorcé une remontée, certains analystes prévoient une augmentation progressive de l'inflation sous-jacente au cours des prochains mois. Toutefois, des facteurs structurels tels que la fragilité fondamentale du secteur bancaire pourraient également freiner l'inflation. C'est ce que révèle la corrélation entre les performances des actions bancaires et la tendance de l'inflation sous-jacente. Il est en effet intéressant de constater que le cours des actions bancaires pourrait constituer un indicateur avancé de l'inflation sous-jacente dans la zone euro, permettant de la prévoir 12 à 18 mois à l'avance. Cette corrélation étroite reflète le rôle décisif du secteur bancaire en Europe pour la bonne transmission de la politique monétaire et donc la capacité de la BCE à relancer l'économie par le biais du crédit.

Ainsi, il est important de soutenir le secteur bancaire pour obtenir des perspectives d'inflation favorables à moyen terme. Le marché des obligations indexées en est de plus en plus conscient, d'où la corrélation croissante entre le cours des actions bancaires et les marchés des titres à revenu fixe liés à l'inflation. Malgré la relative amélioration de ces dernières semaines, une dégradation des informations concernant ce secteur pourrait raviver les risques de repli des points morts et des swaps d'inflation.

Cours des actions bancaires et swaps d'inflation 5y5y



Scotiabank Disclaimer : Ce document, son contenu ou toute copie de celui-ci ne peuvent en aucun cas être modifiés ni transmis, reproduits ou distribués à des tiers sans avoir obtenu au préalable l'accord écrit exprès de Scotiabank™. Des informations légales importantes et des informations supplémentaires sur la marque sont disponibles à cette adresse : <http://www.gbm.scotiabank.com/LegalNotices.htm>. Ce document n'a pas été préparé par un membre du service de recherche de Scotiabank ; il n'est destiné qu'à être utilisé par des investisseurs institutionnels avertis et ne constitue pas des conseils en investissement, une recommandation personnelle d'investir dans un instrument financier donné ni des recherches en investissement (*investment research*), au sens où ce terme est défini par l'autorité de régulation prudentielle du Royaume-Uni (PRA) ou par l'autorité de bonne conduite financière du Royaume-Uni (FSA). Ce document n'est communiqué que pour information et discussion. Il n'est pas conseillé de prendre une décision d'investissement sur la seule base du contenu de cette publication et il est recommandé à ses destinataires de solliciter des conseils professionnels personnalisés auprès de leur conseiller juridique, fiscal ou comptable ou d'un autre professionnel compétent avant de prendre une décision. Les informations figurant dans ce document reposent sur des données publiquement accessibles et, bien qu'elles proviennent de sources jugées fiables, elles n'ont pas été vérifiées de manière indépendante et nous ne formulons aucune garantie et ne prenons aucun engagement, exprès ou tacite, quant à leur précision, leur exhaustivité ou leur exactitude.

Avertissement : en ouvrant cette tribune, l'Agence France Trésor offre à des économistes l'occasion d'exposer librement leur opinion ; les propos ici exprimés n'engagent donc que les auteurs et en aucun cas l'Agence France Trésor, ni le Ministère de l'Économie et des Finances.

Calendrier indicatif d'adjudication

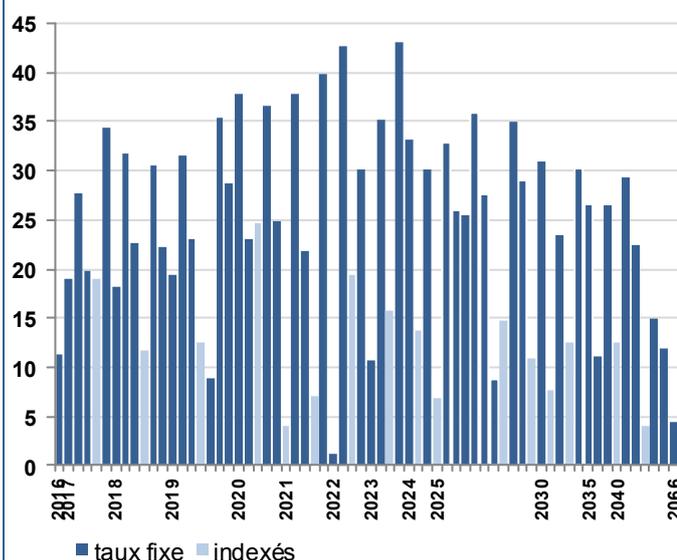
		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Décembre 2016	date d'adjudication	5	12	19	27	/	//	1	//
	date de règlement	7	14	21	29	/	//	5	//
Janvier 2017	date d'adjudication	2	9	16	23	30	19	5	19
	date de règlement	4	11	18	25	1/2	23	9	23

décalages (jours fériés, etc.)

Source : Agence France Trésor

Dette négociable à moyen et long terme de l'État au 31 octobre 2016

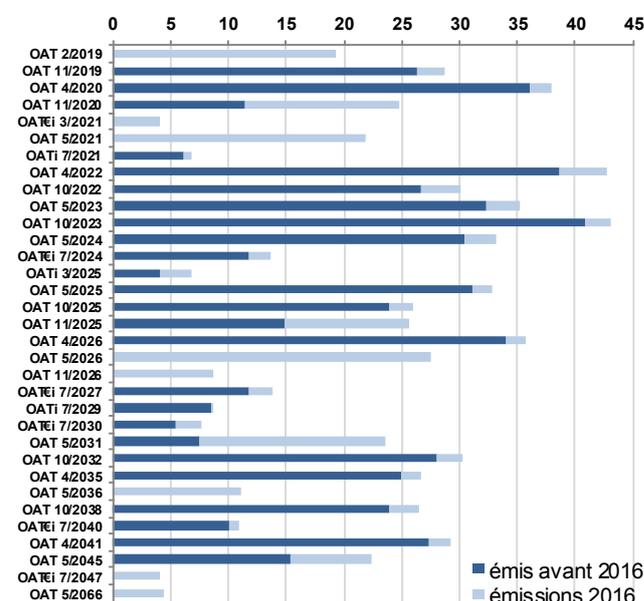
Encours actualisé par ligne, en milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Moyen et Long Terme : émissions de l'année et cumul au 31 octobre 2016

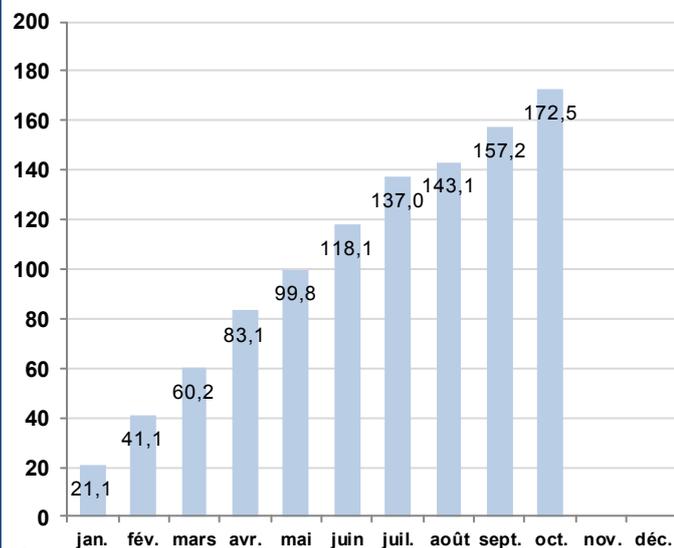
En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Émissions nettes des rachats au 31 octobre 2016

En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Moyen et Long Terme : échéancier prévisionnel au 31 octobre 2016

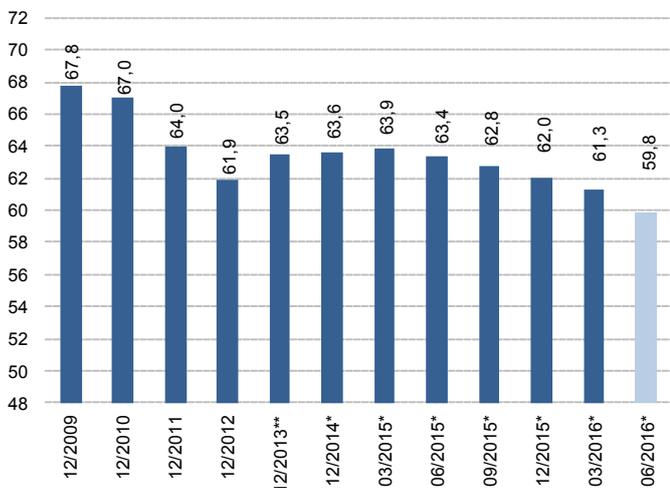
En milliards d'euros

Mois	Intérêts	Amortissements
nov-16	1,3	11,4
déc-16		
janv-17		
févr-17	0,3	19,0
mars-17	0,0	
avr-17	15,2	27,7
mai-17	4,2	
juin-17		
juil-17	3,1	38,8
août-17		
sept-17		
oct-17	14,9	34,4

Source : Agence France Trésor

Détention par les non-résidents des titres de la dette négociable de l'État : 2^{ème} trimestre 2016

En % de la dette négociable exprimée en valeur de marché



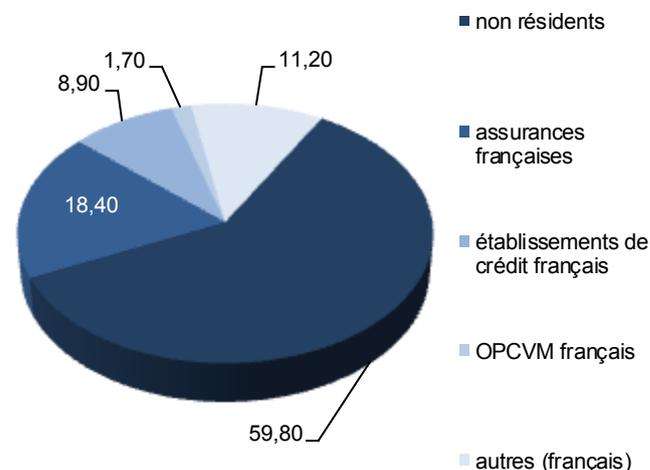
* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres définitive

Source : Banque de France

Détention des titres de la dette négociable de l'État par groupe de porteurs : 2^{ème} trimestre 2016

Structure en % exprimée en valeur de marché



Source : Banque de France

Dette négociable de l'État au 31 octobre 2016

En euros

Total Dette à Moyen et Long Terme	1 482 864 962 916
Encours démembré	60 651 622 100
Durée de vie moyenne	8 ans et 70 jours
Total Dette à Court Terme	141 774 000 000
Durée de vie moyenne	109 jours
ENCOURS TOTAL	1 624 638 962 916
Durée de vie moyenne	7 ans et 184 jours

Source : Agence France Trésor

Dette négociable de l'État et contrats d'échanges de taux d'intérêt (« swaps ») au 31 octobre 2016

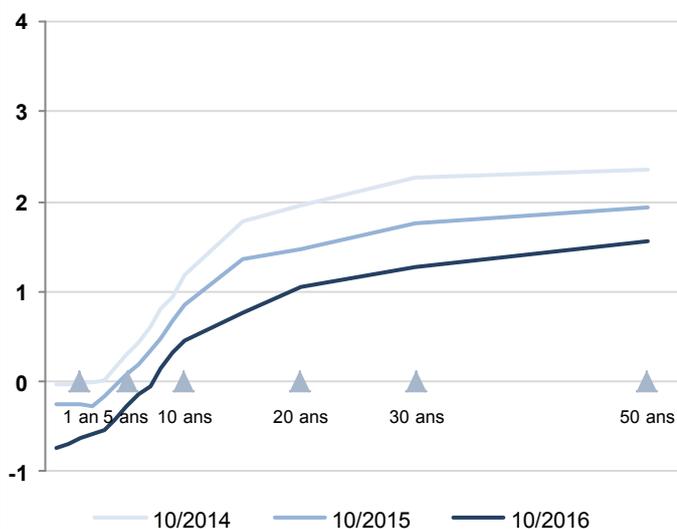
En milliards d'euros

	Fin 2013	Fin 2014	Fin 2015	Fin sept. 2016	Fin oct. 2016
Encours de la dette négociable	1 457	1 528	1 576	1 636	1 625
<i>dont titres indexés</i>	174	189	190	192	197
Moyen et Long Terme	1 283	1 352	1 424	1 493	1 483
Court Terme	174	175	153	143	142
Encours de swaps	7	6	6	6	6
Durée de vie moyenne de la dette négociable					
avant swaps	7 ans 5 jours	6 ans 363 jours	7 ans 47 jours	7 ans 124 jours	7 ans 184 jours
après swaps	7 ans 2 jours	6 ans 362 jours	7 ans 47 jours	7 ans 124 jours	7 ans 184 jours

Source : Agence France Trésor

Courbe des taux sur titres d'État français

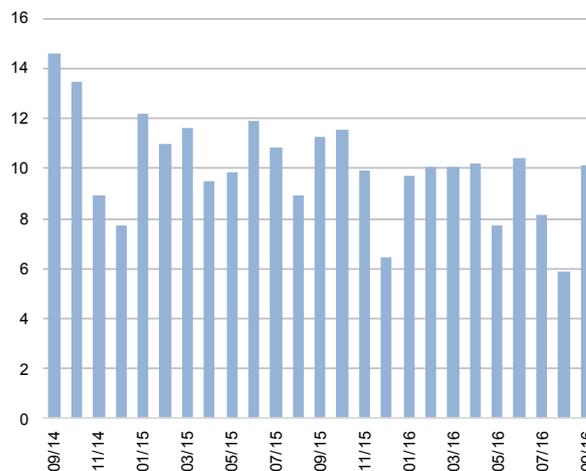
Valeur en fin de mois, en %



Source : Bloomberg

Volume moyen des transactions quotidiennes sur les titres à moyen et long terme

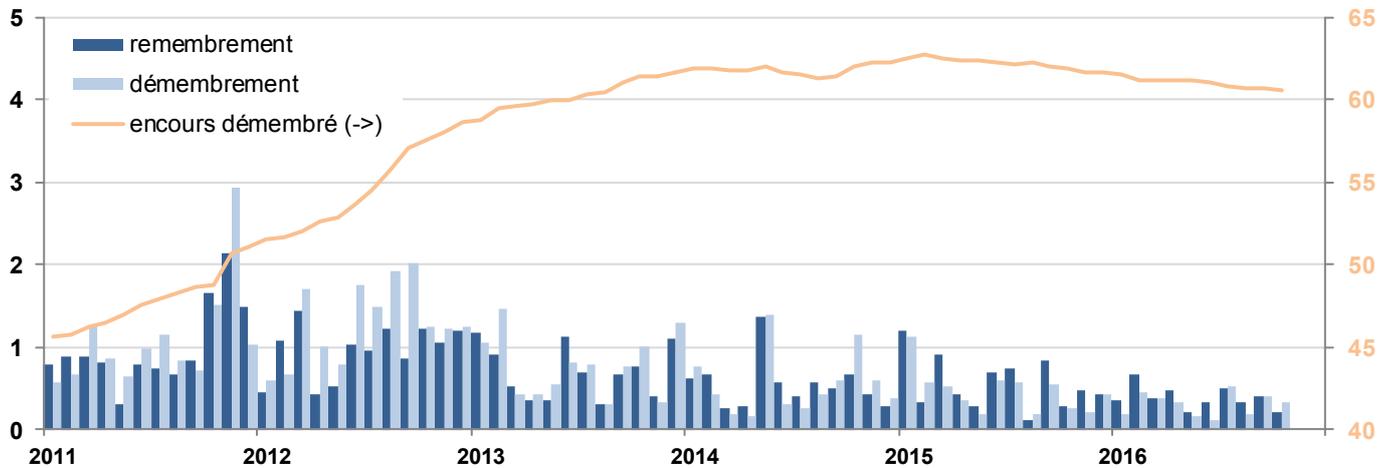
En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosysteme.

Montant des opérations de démembrment et de remembrement

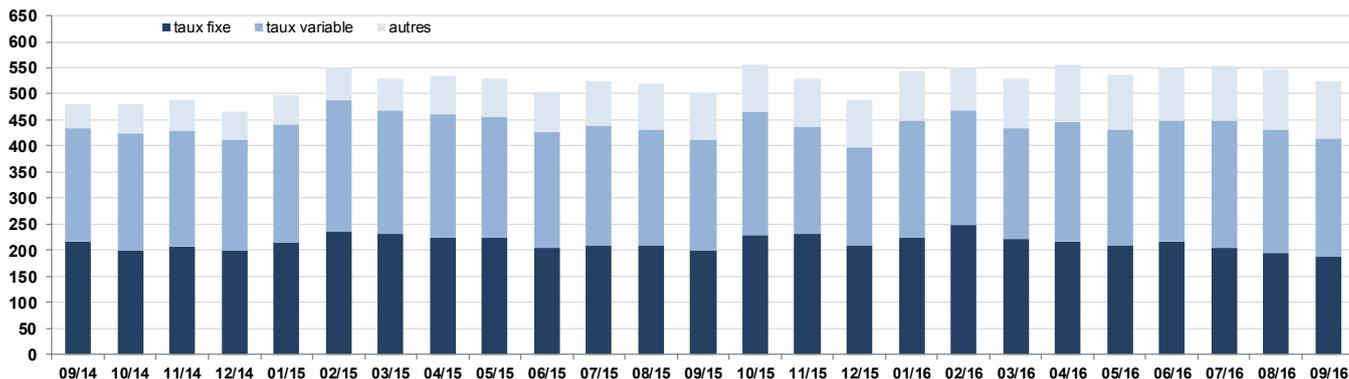
En milliards d'euros



Source : Euroclear

Encours des pensions des SVT en fin de mois

En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT

Dettes à court terme au 31 octobre 2016

	Échéance	Encours (€)
BTF	3 novembre 2016	6 702 000 000
BTF	9 novembre 2016	7 161 000 000
BTF	16 novembre 2016	6 102 000 000
BTF	23 novembre 2016	6 382 000 000
BTF	30 novembre 2016	6 676 000 000
BTF	7 décembre 2016	3 590 000 000
BTF	14 décembre 2016	6 885 000 000
BTF	21 décembre 2016	4 283 000 000
BTF	29 décembre 2016	6 992 000 000
BTF	4 janvier 2017	7 090 000 000
BTF	11 janvier 2017	7 341 000 000
BTF	18 janvier 2017	4 172 000 000
BTF	25 janvier 2017	4 125 000 000
BTF	1 février 2017	6 746 000 000
BTF	15 février 2017	6 545 000 000
BTF	1 mars 2017	6 366 000 000
BTF	15 mars 2017	6 090 000 000
BTF	29 mars 2017	6 135 000 000
BTF	26 avril 2017	5 030 000 000
BTF	24 mai 2017	4 972 000 000
BTF	21 juin 2017	4 571 000 000
BTF	19 juillet 2017	3 979 000 000
BTF	17 août 2017	5 088 000 000
BTF	13 septembre 2017	5 871 000 000
BTF	11 octobre 2017	2 880 000 000

Dettes à moyen et long terme (échéances 2016–2019) au 31 octobre 2016

code	libellé	encours (€)	coeff. ind.	encours nomi. (€)	démembrés (€)
	Échéance 2016	11 403 000 000			
FR0011857218	OAT 0,25% 25 novembre 2016	11 403 000 000			0
	Échéance 2017	119 760 068 320			
FR0120473253	BTAN 1,75% 25 février 2017	18 985 000 000			–
FR0010415331	OAT 3,75% 25 avril 2017	27 697 000 000			0
FR0120746609	BTAN 1% 25 juillet 2017	19 768 000 000			–
FR0010235176	OATi 1% 25 juillet 2017	18 910 068 320 (1)	1,13971	16 592 000 000	0
FR0010517417	OAT 4,25% 25 octobre 2017	34 400 000 000			0
	Échéance 2018	136 967 413 230			
FR0012634558	OAT 0% 25 février 2018	18 217 000 000			0
FR0010604983	OAT 4% 25 avril 2018	31 682 000 000			0
FR0011394345	OAT 1% 25 mai 2018	22 556 000 000			0
FR0011237643	OAT€i 0,25% 25 juillet 2018	11 700 413 230 (1)	1,03939	11 257 000 000	0
FR0010670737	OAT 4,25% 25 octobre 2018	30 547 000 000			0
FR0011523257	OAT 1% 25 novembre 2018	22 265 000 000			15 000 000
	Échéance 2019	159 501 909 046			
FR0013101466	OAT 0% 25 février 2019	19 313 000 000			0
FR0000189151	OAT 4,25% 25 avril 2019	31 478 000 000			0
FR0011708080	OAT 1% 25 mai 2019	23 095 000 000			0
FR0010850032	OATi 1,3% 25 juillet 2019	12 591 619 600 (1)	1,07254	11 740 000 000	0
FR0000570921	OAT 8,5% 25 octobre 2019	8 844 392 893			5 456 385 100
FR0010776161	OAT 3,75% 25 octobre 2019	35 410 000 000			0
FR0011993179	OAT 0,5% 25 novembre 2019	28 737 000 000			0
FR0000570954	OAT cap. 9,82% 31 décembre 2019	32 896 553 (2)		6 692 154	–

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) y.c. intérêts capitalisés au 31/12/2015 ; non offerte à la souscription

Dette à moyen et long terme (échéances 2020 et plus) au 31 octobre 2016

code	libellé	encours (€)	coeff. ind.	encours nomi. (€)	démembrés (€)
	Échéance 2020	147 009 466 700			
FR0010854182	OAT 3,5% 25 avril 2020	37 927 000 000			0
FR0012557957	OAT 0% 25 mai 2020	22 969 000 000			0
FR0010050559	OAT€i 2,25% 25 juillet 2020	24 769 466 700 (1)	1,21957	20 310 000 000	0
FR0010949651	OAT 2,5% 25 octobre 2020	36 562 000 000			0
FR0012968337	OAT 0,25% 25 novembre 2020	24 782 000 000			0
	Échéance 2021	110 619 819 000			
FR0013140035	OAT€i 0,1% 1 mars 2021	4 082 000 000 (1)	0,99977	4 082 000 000	0
FR0010192997	OAT 3,75% 25 avril 2021	37 837 000 000			0
FR0013157096	OAT 0% 25 mai 2021	21 852 000 000			0
FR0011347046	OATi 0,1% 25 juillet 2021	6 957 819 000 (1)	1,01574	6 850 000 000	0
FR0011059088	OAT 3,25% 25 octobre 2021	39 891 000 000			0
	Échéance 2022	93 437 023 920			
FR0000571044	OAT 8,25% 25 avril 2022	1 243 939 990			641 468 400
FR0011196856	OAT 3% 25 avril 2022	42 703 000 000			0
FR0010899765	OAT€i 1,1% 25 juillet 2022	19 438 083 930 (1)	1,08417	17 929 000 000	0
FR0011337880	OAT 2,25% 25 octobre 2022	30 052 000 000			0
	Échéance 2023	104 698 283 453			
FR0000571085	OAT 8,5% 25 avril 2023	10 606 195 903			5 469 050 200
FR0011486067	OAT 1,75% 25 mai 2023	35 237 000 000			0
FR0010585901	OATi 2,1% 25 juillet 2023	15 670 087 550 (1)	1,10485	14 183 000 000	0
FR0010466938	OAT 4,25% 25 octobre 2023	43 185 000 000			459 585 000
	Échéance 2024	77 195 946 860			
FR0011619436	OAT 2,25% 25 mai 2024	33 135 000 000			10 000 000
FR0011427848	OAT€i 0,25% 25 juillet 2024	13 825 946 860 (1)	1,01527	13 618 000 000	0
FR0011962398	OAT 1,75% 25 novembre 2024	30 235 000 000			46 000 000
	Échéance 2025	91 358 202 078			
FR0012558310	OATi 0,1% 1 mars 2025	6 876 273 960 (1)	1,00707	6 828 000 000	0
FR0012517027	OAT 0,5% 25 mai 2025	32 870 000 000			0
FR0000571150	OAT 6% 25 octobre 2025	26 039 928 118			3 138 464 400
FR0012938116	OAT 1% 25 novembre 2025	25 572 000 000			0
	Échéance 2026	72 066 000 000			
FR0010916924	OAT 3,5% 25 avril 2026	35 814 000 000			144 013 000
FR0013131877	OAT 0,5% 25 mai 2026	27 522 000 000			0
FR0013200813	OAT 0,25% 25 novembre 2026	8 730 000 000			0
	Échéance 2027	49 761 305 490			
FR0011008705	OAT€i 1,85% 25 juillet 2027	14 732 305 490 (1)	1,06841	13 789 000 000	0
FR0011317783	OAT 2,75% 25 octobre 2027	35 029 000 000			0
	Échéance 2028	23 815 557			
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	23 815 557 (3)		46 232 603	-
	Échéance 2029	40 092 884 192			
FR0000571218	OAT 5,5% 25 avril 2029	29 091 880 458			3 307 609 100
FR0000186413	OATi 3,4% 25 juillet 2029	11 001 003 734 (1)	1,25954	8 734 144 000	0
	Échéance 2030	38 703 088 490			
FR0011883966	OAT 2,5% 25 mai 2030	31 023 000 000			0
FR0011982776	OAT€i 0,7% 25 juillet 2030	7 680 088 490 (1)	1,00223	7 663 000 000	0
	Échéance 2031	23 513 000 000			
FR0012993103	OAT 1,5% 25 mai 2031	23 513 000 000			0
	Échéance 2032 et plus	206 753 736 580			
FR0000188799	OAT€i 3,15% 25 juillet 2032	12 554 508 800 (1)	1,23568	10 160 000 000	0
FR0000187635	OAT 5,75% 25 octobre 2032	30 284 322 600			11 014 157 400
FR0010070060	OAT 4,75% 25 avril 2035	26 678 000 000			5 085 167 000
FR0013154044	OAT 1,25% 25 mai 2036	11 155 000 000			0
FR0010371401	OAT 4% 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 854 211 400
FR0010447367	OAT€i 1,8% 25 juillet 2040	12 574 905 180 (1)	1,14463	10 986 000 000	0
FR0010773192	OAT 4,5% 25 avril 2041	29 290 000 000			7 157 039 000
FR0011461037	OAT 3,25% 25 mai 2045	22 400 000 000			552 600 000
FR0013209871	OAT€i 0,1% 25 juillet 2047	4 000 000 000 (1)	0,99750	4 000 000 000	0
FR0010171975	OAT 4% 25 avril 2055	14 926 000 000			7 344 088 000
FR0010870956	OAT 4% 25 avril 2060	11 918 000 000			5 886 784 100
FR0013154028	OAT 1,75% 25 mai 2066	4 439 000 000			70 000 000

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(3) valeur actualisée au 28/03/2016 ; non offerte à la souscription

Derniers indicateurs conjoncturels

Production industrielle, glissement annuel	-0,3%	09/2016
Consommation des ménages*, glissement annuel	2,2%	10/2016
Taux de chômage (BIT)	10,0%	09/2016
Prix à la consommation, glissement annuel		
ensemble	0,4%	10/2016
ensemble hors tabac	0,3%	10/2016
Solde commercial, fab-fab, cvs	-4,8 Md€	09/2016
" " " "	-4,2 Md€	08/2016
Solde des transactions courantes, cvs	-3,4 Md€	09/2016
" " " "	-2,5 Md€	08/2016
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	0,73%	29/11/2016
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,31%	28/11/2016
Euro / dollar	1,0576	29/11/2016
Euro / yen	119,48	29/11/2016

* produits manufacturés

Sources : Insee, Minefi, Banque de France

Situation mensuelle du budget de l'État

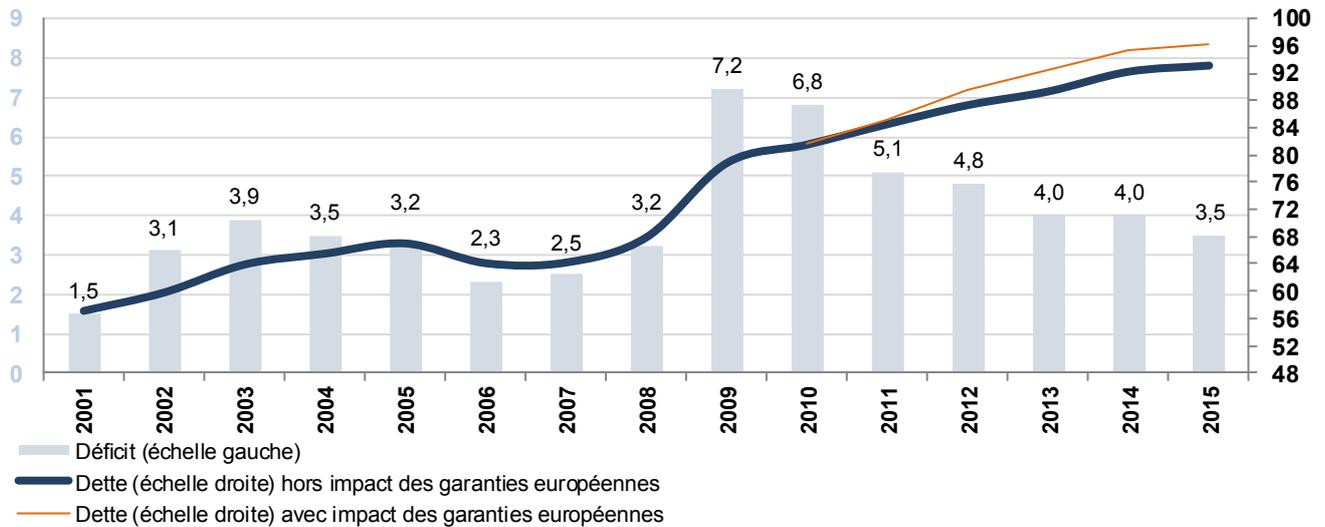
En milliards d'euros

	2014	2015	niveau à la fin septembre		
			2014	2015	2016
Solde du budget général	-85,71	-72,15	-57,24	-48,82	-48,43
Recettes	291,95	299,66	220,75	226,47	229,01
Dépenses	377,66	371,80	277,99	275,28	277,35
Solde des comptes spéciaux du Trésor	0,16	1,62	-23,26	-25,72	-34,68
Solde général d'exécution	-85,56	-70,52	-80,50	-74,54	-83,11

Source : Minefi

Finances publiques : déficit et dette

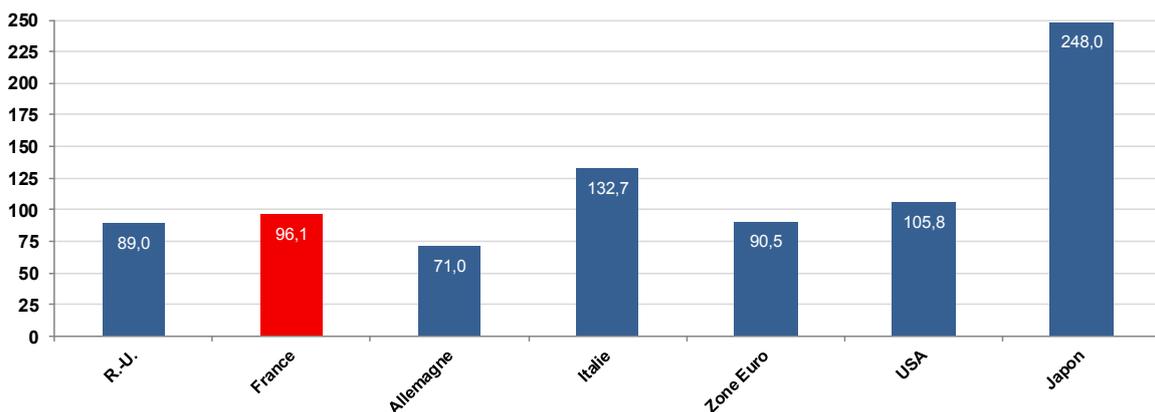
En % du PIB



Sources : Eurostat, Insee

Dette des administrations publiques en 2015

En % du PIB



Sources : Eurostat (2016), FMI (2016), Insee (2016)

Calendriers des indicateurs économiques français

Décembre 2016		Janvier 2017	
 7	Commerce extérieur en valeur en octobre	 4	Conjoncture auprès des ménages : enquête de décembre
 7	Balance des paiements en octobre	 6	Commerce extérieur en valeur en novembre
 8	Emploi salarié : 2016 T3	 6	Balance des paiements en novembre
 9	Production industrielle : indice d'octobre	 10	Production industrielle : indice de novembre
 14	Prix à la consommation : indice de novembre	 11	Perspectives économiques de l'Eurozone - 1er trimestre 2017
 15	Réserves nettes de change en novembre	 12	Prix à la consommation : indice de décembre
 16	Inflation (IPCH) : indice de novembre	 13	Réserves nettes de change en décembre
 16	Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de décembre	 18	Inflation (IPCH) : indice de décembre
 21	Prix à la production et à l'importation dans l'industrie : indice de novembre	 24	Demandeurs d'emploi en décembre
 23	Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques - 2016 T3	 25	Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de janvier
 23	Consommation des ménages en biens en novembre	 25	Conjoncture dans l'industrie : enquête trimestrielle de janvier
 23	Comptes nationaux trimestriels : résultats détaillés 2016 T3	 27	Conjoncture auprès des ménages : enquête de janvier
 23	Construction de logements en novembre	 27	Construction de logements en décembre
 26	Demandeurs d'emploi en novembre	 31	Comptes nationaux trimestriels : première estimation 2016 T4
		 31	Prix à la production et à l'importation dans l'industrie : indice de décembre
		 31	Consommation des ménages en biens en décembre

Sources : Insee, Eurostat

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite.

En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits.

La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par e-mail, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole du copyright ©Agence France Trésor.